

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 01/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC CENTRE EST

ZA de Bouvesse
38390 Bouvesse-Quirieu

Références : 2025 - Is121-3SD
Code AIOT : 0006109087

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement CHIMIREC CENTRE EST implanté ZA de Bouvesse 38390 Bouvesse-Quirieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Au cours de cette visite, un agent de contrôle de métrologie légale de la DREETS Auvergne Rhône Alpes était présent et a réalisé des contrôles des instruments de mesure réglementés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC CENTRE EST
- ZA de Bouvesse 38390 Bouvesse-Quirieu
- Code AIOT : 0006109087
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'installation CHIMIREC à Bouvesse-Quirieu est une installation de regroupement de déchets dangereux autorisée par l'arrêté préfectoral n°2011-230-0011 du 18 août 2011.

Cependant, suite à des recours, l'exploitation n'a commencé qu'en septembre 2024, dans des conditions différentes de celles présentées dans le dossier de demande d'autorisation. L'exploitant a donc déposé un dossier de porter à connaissance le 20 novembre 2024 afin de présenter l'installation telle qu'elle est réellement exploitée et de solliciter des modifications de son arrêté préfectoral.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Valeurs limites de rejet - Eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Demande d'action corrective	1 mois
7	Auto surveillance des eaux de la nappe	Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 8.2.2	Demande d'action corrective	6 mois
12	PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS	Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 7.6.7	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 1.2.1	Sans objet
2	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 7.3.5	Sans objet
3	Auto surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 8.2.1.1	Sans objet
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 4.2.2	Sans objet
5	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 4.3.2	Sans objet
8	Etat des stocks des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 7.2.1	Sans objet
9	Zonage des dangers	Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 7.2.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 7.4.1	Sans objet
11	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 7.6.4	Sans objet
13	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 7.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant sollicite des modifications de prescriptions, notamment au sujet du classement ICPE, des murs coupe-feu, des rejets atmosphériques, des besoins en eau en cas d'incendie et de l'inspection des cuves.

Par ailleurs, des actions correctives sont demandées au sujet des paramètres à suivre dans les analyses des rejets d'eaux pluviales et des eaux souterraines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations			
Prescription contrôlée :			
Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique	Volume des activités	Classement
2717.2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances dangereuses ou des préparations dangereuses	605 m ³	A
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances dangereuses ou des	1153 t	A

	dangereuses ou des préparations dangereuses		
2790-1 b)	Installation de traitement de déchets dangereux, les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du Code de l'environnement		A
2790-2	Installation de traitement de déchets dangereux, les déchets destinés à être traités ne contenant pas de substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du Code de l'environnement		A
2795-2	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citerne	2,5 m ³ /j	DC
2714-2	Installation de transit, de regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles,	100 m ³	D

	caoutchouc, textiles, bois		
--	-------------------------------	--	--

Constats :

Le site de CHIMIREC CENTRE EST à Bouvesse-Quirieu est autorisé par l'arrêté préfectoral n°2011-230-0011 du 23 août 2011. Cependant, en raison de recours sur cet arrêté, l'exploitation du site n'a commencé qu'en septembre 2024.

Pour cette raison, et compte-tenu de l'évolution de la nomenclature des ICPE et des modifications de son projet, l'exploitant a déposé une demande d'antériorité le 12 novembre 2019, un dossier de réexamen IED le 20 juillet 2022 et un dossier de porter à connaissance le 20 novembre 2024.

L'actualisation du classement étant détaillé dans le porter à connaissance de 2024, la demande d'antériorité de 2019 sera instruite dans ce cadre.

Le classement sollicité par l'exploitant est le suivant :

Rubrique	Intitulé	Volume des activités	Classement
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux	898,25 t	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux	898,25 t	A
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux	> 10 t/j	A
2790	Installation de traitement de déchets dangereux		A
2795-2	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières	< 20 m3/j	DC

	alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux.		
Une mise à jour du classement sera proposé par arrêté préfectoral complémentaire suite à l'instruction du porter à connaissance de 2024.			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Un mur coupe feu de 4 heures au niveau de la façade Sud de l'ensemble alvéolaire A et un merlon de terre de 3m de hauteur en limite de propriété dans sa partie Ouest seront mis en place et entretenus afin de maintenir le flux des effets thermiques, en limite de propriété, inférieure à 3kW/m ² .
Constats : L'exploitant indique que les modifications de son projet ont conduit à une réorganisation des stockages. Au sein du bâtiments, plusieurs alvéoles séparées par des murs coupe-feu REI 120 sont présentes. Le merlon de 3m est bien présent. L'acceptabilité de l'absence de mur coupe-feu 4h sera étudié dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance déposé le 20 novembre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Auto surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 8.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : 8.2.1.1.1. Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées Les mesures portent sur les rejets en COV pour le conduit n° 1, en COV et poussières pour le conduit n°2; les mesures concernent également le débit d'air émis. Les mesures se feront en continu sur les deux conduits. Un contrôle sera réalisé trimestriellement par un organisme agréé sur les paramètres ci dessus énoncés.

Constats :

Suite à la modification des installations, seul le conduit n°1 existe. Il s'agit du rejet en sortie de la cheminée de la zone de pompage. Le système d'aspiration des COV de cette zone a été mis en service le 17 mars 2025. L'exploitant indique que les premières analyses des rejets atmosphériques ont été réalisées le 19 juin 2025 et que les prochaines sont programmées en septembre et décembre 2025.

Le conduit n°2 correspondait à la zone de broyage, qui n'a pas été mise en service.

Aucune mesure en continu n'est réalisée. L'acceptabilité de l'absence de mesure en continu sera étudiée lors de l'instruction du porter à connaissance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les résultats des deux prochaines analyses des rejets atmosphériques, réalisées par un organisme agréé (juin 2025 et suivante).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

Un plan des réseaux à jour est présent dans le porter à connaissance transmis le 20 novembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 4.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Les eaux pluviales de toitures seront dirigées vers la mare écologique après passage dans un filtre.

Les fossés de drainage du site devra permettre la restitution des eaux météoriques en provenance des zones naturelles et des marres écologiques sans modification du régime hydrique de la zone.

Constats :

Les eaux pluviales de toitures sont collectées dans une cuve de récupération et le surplus est évacué vers la mare écologique.

Les eaux pluviales de voirie sont dirigées vers un bassin de stockage après passage dans un séparateur d'hydrocarbures. Lorsque le bassin est plein, une analyse est réalisée par un des chimistes du site. Si les résultats sont conformes, l'eau est rejetée au milieu naturel après passage dans un second séparateur d'hydrocarbures. Une fois par an, les analyses sont réalisées par un laboratoire extérieur agréé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeurs limites de rejet - Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée en considérant la

concentration nette qui résulte de l'activité de l'installation industrielle, sous réserve de la démonstration par l'exploitant de la compatibilité du rejet avec le milieu récepteur et de la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, notamment en ce qui concerne les rejets et prélèvements.

1 - Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)

Matières en suspension (Code SANDRE:1305) 100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé par l'arrêté n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà,

150 mg/l dans le cas d'une épuration par lagunage.

DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313)

100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 30 kg/j, ce flux est ramené à 15 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement 30 mg/l au-delà.

DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE:1314)

300 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 100 kg/j, ce flux est ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, 125 mg/l au-delà.

[...]

2 - Azote et phosphore

a) Dispositions générales

Azote (azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé) (Code SANDRE:1551)

30 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 50 kg/j. [...]

Phosphore (phosphore total) (Code SANDRE:1350)

10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 15 kg/j.

3 - Substances caractéristiques des activités industrielles

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

Constats :

L'exploitant a transmis des résultats d'analyses des eaux pluviales, en date du 31 mars 2025. Ces résultats ne montrent aucun dépassement des valeurs limites de l'arrêté du 2 février 1998.

L'azote et le phosphore ne sont cependant pas mesurés. L'indice phénols n'est pas mesuré non plus, ni le manganèse, ni l'étain, ni les AOX et les ions fluorures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter les analyses des rejets d'eaux pluviales pour qu'elles comprennent l'ensemble des paramètres réglementés par l'arrêté du 2 février 1998.

Par ailleurs, l'exploitant sollicite également un classement dans les rubriques 3550 et 3510 : l'installation relève ainsi de la directive IED et doit respecter les dispositions de l'arrêté du 17 décembre 2019. L'exploitant doit donc aussi s'assurer d'analyser les paramètres réglementés par cet arrêté et respecter les valeurs limites qui y figurent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Auto surveillance des eaux de la nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 8.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Au minimum 3 piézomètres seront implantés permettant le suivi de la nappe; un en amont et deux autres en aval du sens d'écoulement de la nappe.

<p>La surveillance exercée sur la nappe concernera les niveaux piézométriques et le suivi des paramètres suivants:hydrocarbures, cyanures, fluorures et métaux lourds (Pb, Cr, Cu, Ni, Zn, Cd, As et Hg).</p> <p>Cette surveillance sera réalisée a minima chaque semestre, en période de hautes et basses eaux, et sera renforcée en cas d'incident ou d'accident ayant entraîné une pollution des terrains.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que les trois piézomètres sont installés. L'exploitant a transmis les résultats d'analyses des trois piézomètres en date du 24 mars 2025.</p> <p>Cependant, les fluorures et le mercure ne sont pas mesurés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter la surveillances eaux souterraines et analyser l'ensemble des paramètres de l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 18 août 2011.</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les prochains résultats d'analyse des eaux souterraines.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 8 : Etat des stocks des substances dangereuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 7.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Substances dangereuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches d'information préalables délivrées par le producteur du déchet et les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail.</p> <p>Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'Inspection constate que les stocks sont suivis informatiquement. Un état des stocks est réalisé chaque soir : il est imprimé et placé dans une boîte aux lettres au niveau de l'entrée prévue pour les secours. Cet état des stocks est également envoyé chaque soir à l'équipe d'astreinte et à la direction. Il est ainsi toujours disponible pour les services de secours.</p> <p>L'état physique des produits et les mentions de dangers n'étaient pas présents dans l'état des stocks le jour de l'inspection. Ce point a été immédiatement pris en compte : l'état des stocks transmis le lendemain de l'inspection contient l'ensemble des éléments attendus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Zonage des dangers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 7.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des dangers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que les zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles sont identifiées et repérées.</p> <p>Des affichages clairs des risques et des consignes à observer sont présents dans toutes ces zones.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 7.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Inspection des cuves.</p> <p>L'exploitant procède ou fait procéder à 4 inspections visuelles par an des cuves et à une épreuve</p>

hydraulique périodique avec une surpression de 50 % ou d'au moins 0,3 bars. Les fréquences sont à minima tout les 10 ans . Les cuves sont régulièrement débarrassées des dépôts ou tartres.

[...]

Constats :

L'exploitant sollicite dans son porter à connaissance de remplacer l'épreuve hydraulique par des mesures acoustiques. Il indique qu'un contrôle visuel des cuves est réalisé semestriellement, et qu'il prévoit de faire réaliser un test d'étanchéité par mesures acoustiques par un organisme agréé tous les 5 ans en exploitation (cuves pleines) et tous les 10 ans hors exploitation (cuves vides).

La proposition de remplacer l'épreuve hydraulique par des mesures acoustiques sera étudiée lors de l'instruction du porter à connaissance. L'exploitant indique que cette méthode est déjà utilisée dans d'autres sites du groupe.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 7.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau constituée au minimum de 360 m3 (réserve garantissant avec les services de secours et les poteaux d'incendie un débit de 120 m3/h pendant 4 heures);
- deux poteaux d'incendie situés à moins de 100 mètres des bâtiments permettant d'atteindre un débit minimum de 90 m3/h avec le réseau;
- un réseau d'incendie armé (RIA) répartis sur le site
- une installation d'aspersion automatique poudre ou mousse polyvalente dans la zone déchiqueteur
- des réserves en émulseur de 1000 l adaptés aux produits présents sur le site et mobilisables
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des détecteurs automatiques de flamme et/ou de fumée au sein des différents locaux et des zones d'entreposage des déchets; ces équipements sont reliés par report d'alarme au système de surveillance du site.
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir le débit minimal de 90 m3/h en n'importe quel emplacement.

Constats :

<p>Suite aux modifications du site, le calcul des besoins en eau du site a été actualisé, selon le document technique D9. L'ajout d'un dispositif d'extinction automatique fait diminuer le besoin en eau pour la défense externe : une réserve de 120 m3 est présente sur site au lieu des 360 m3 prévus initialement.</p> <p>L'extinction automatique et le PIA sont alimentés par une réserve d'eau de 285 m3.</p> <p>Deux poteaux pouvant délivrer individuellement 64 et 63m3/h sont également présents.</p> <p>Les alvéoles du bâtiment et l'aire extérieure où sont entreposées les bennes de déchets dangereux sont équipées d'un dispositif de détection de flamme, relié à la centrale SSI.</p> <p>Les extincteurs, les réserves d'émulseur et les réserves de sable sont également présents sur le site.</p> <p>L'exploitant sollicite quelques modifications des prescriptions de l'arrêté préfectoral, qui seront étudiées lors de l'instruction du porter à connaissance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : PROTECTION DES MILIEUX RÉCÉPTEURS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 7.6.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Bassin de confinement et bassin d'orage</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés d'une capacité minimum de 650 m3. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3. traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate qu'un bassin de confinement de 700m3 est présent sur le site. Il s'agit du bassin vers lequel sont dirigés les eaux pluviales de voirie. Un repère indique le niveau d'eau à ne pas dépasser pour maintenir un volume utile suffisant. Cependant, la consigne de procéder aux analyses et de vider le bassin lorsque le repère est dépassé n'est qu'une consigne orale connue de quelques agents du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La consigne permettant de maintenir un volume utile suffisant dans le bassin de confinement doit</p>

être mise par écrit afin d'assurer son respect même en cas d'absence des agents habituellement présents sur site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2011, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Déversement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir • 50% de la capacité des réservoirs associés <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts, • dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts, • dans tous les cas, 800L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800L.
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que les stockages de liquide sont équipés de rétentions de volume suffisant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite